



CTSD-01 du lundi 30 janvier 2017 Déclaration de la FSU 01

A quelques mois de l'élection présidentielle, la charge contre les fonctionnaires et les services publics, de même que les attaques contre la protection sociale sont particulièrement marquées : suppression de 500 000 emplois, suppression du droit de grève et du droit de manifester, augmentation du temps de travail, déremboursements massifs des soins au profit des assureurs privés... On assiste ainsi à une énième remise en cause des principes de la Fonction publique, de ses missions et à une volonté d'affaiblissement de sa capacité à répondre aux évolutions économiques, sociales, culturelles ou écologiques. La FSU reste profondément convaincue du rôle essentiel que joue aujourd'hui la FP en tant qu'élément structurant de la société, c'est pourquoi elle s'engage pour sa défense et celle de ses agents.

Dans le second degré, le bilan du quinquennat n'est pas à la hauteur des objectifs affichés, aussi les conditions de travail pour les personnels et d'apprentissage pour les élèves se sont nettement dégradées. La souffrance au travail et les risques psychosociaux sont en forte augmentation, de même que les démissions de professeurs stagiaires. Il est urgent que le ministère fasse de la santé et de la sécurité au travail l'une de ses priorités.

1) Bilan de rentrée 2016

Nous déplorons comme l'an dernier, qu'aucune instance n'ait, jusqu'ici, abordé le constat de la rentrée 2016, et que nous ayons dû attendre janvier 2017 pour recevoir les premiers documents. Le travail des représentants syndicaux s'en est trouvé ainsi empêché.

2) Mise en place de la réforme du collège :

En ce qui concerne la réforme du collège imposée l'an dernier contre la majorité des personnels, dont nous continuons de demander l'abrogation, force est de constater qu'elle engendre un grand épuisement parmi les enseignants devant la lourdeur des tâches, la masse des prescriptions et la multiplication des réunions (nouveaux programmes, conseil école-collège, EPI, AP...). En outre, et cela est très grave, elle fait fuir des élèves vers le privé. A cela s'ajoutent parfois les pressions locales pour supprimer les notes et imposer une évaluation par compétences. La FSU rappelle que l'évaluation des élèves relève de la responsabilité des enseignants. De même, l'évaluation de fin de cycle n'impose pas d'évaluer ni de valider les 8 domaines et sous-domaines du socle en cours d'année. Nous demandons que cela soit rappelé à tous les chefs d'établissement du département. Pour ce qui est du LSU, inutilement lourd, illisible pour les familles et chronophage pour les personnels, le SNES-FSU appelle ces derniers à ne pas renseigner ses rubriques « AP, EPI, Parcours ».

Quant au nouveau DNB, le SNES-FSU, avec le SNEP-FSU, défend un DNB qui permette de valoriser les résultats des élèves et de prendre en compte l'ensemble des disciplines. Il rappelle sa demande de réécriture de l'arrêté DNB : 100 points pour la prise en compte du contrôle continu des disciplines non évaluées au DNB (arts plastiques, éducation musicale, LV1, LV2, EPS).

Enfin nous dénonçons la surcharge de travail imposée aux collègues en raison de l'application simultanée des nouveaux programmes sur les quatre niveaux du collège.

3) DHG des collèges

On constate pour la première fois depuis plus de dix ans un léger mieux... par rapport à l'an dernier. La moyenne du nombre d'élèves par division passe de 25,76 (prévisions 2016) à 25,71, soit une baisse de 0,2 %. Elle s'accompagne d'une forte hausse des moyennes d'établissement à 26-27 élèves. (près de la moitié des collèges). Non seulement le léger mieux est loin de permettre de retrouver la « qualité » de la rentrée 2015, mais il installe les élèves dans une surpopulation « ordinaire » .

4) DHG des lycées

Après la suppression des redoublements, rien n'a été mis en place pour aider les établissements du département à accueillir les élèves en grande difficulté scolaire qui affluent dans les établissements, puis qui se retrouvent orientés par défaut dans les filières technologiques.

5) Pour l'enseignement professionnel

Pour l'Enseignement Professionnel, la FSU note favorablement l'ouverture de la SEP du LPO international de Ferney Voltaire avec deux sections de bac professionnel. Cependant, aucune autres ouvertures de places de CAP ou bac pro ne sont prévus dans les autres établissements : 48 places supplémentaires à la rentrée 2017 ne suffiront pas à couvrir l'augmentation démographique que connaît notre département. Nous avons noté une très légère augmentation du total des DHG, mais, dans plusieurs interventions, la ministre a annoncé des mesures pour l'enseignement professionnel, 1000 postes pour 500 formations et des moyens supplémentaires pour les lycées de l'Education prioritaire. Où les retrouvons-nous dans le département ? Enfin, nous regrettons que l'ouverture du BTS bâtiment au LPO Carriat ne soit finalement pas réalisée et souhaiterions savoir quelles en sont les raisons.